

EGMONT IN THE PRESS - **Source** : La Libre

<http://www.lalibre.be/debats/opinions/article/568053/du-g2-au-g20.html>

10 March 2010

Opinion - International

Du G2 au G20

Mis en ligne le 10/03/2010

On l'a vu à Copenhague, l'UE n'est pas capable de jouer à la *realpolitik* avec la Chine ou les USA. Comment arriver à un "ordre multilatéral" où l'UE ne serait pas exclue ? Un G20 renforcé peut être la base d'un Nouvel Ordre Multilatéral Mondial.

Une opinion de Thomas Renard, Chercheur à Egmont: Institut Royal des Relations Internationales

La conférence de Copenhague n'avait rien d'un sommet multilatéral classique. Le langage n'y était pas celui de la diplomatie lisse et entendue. Pour se faire comprendre, il fallait parler en termes de géopolitique et de *realpolitik*. De préférence avec l'accent américain, chinois ou indien. AP
Sans surprise, l'Europe était absente lors des négociations finales de l'accord.



Ce type de scénario risque de se répéter indéfiniment avec l'émergence de nouvelles puissances qui se montrent de plus en plus confiantes, voire défiées sur la scène internationale. Et si l'Union Européenne veut éviter d'être marginalisée dans le futur, il lui faut promouvoir un nouvel ordre multilatéral mondial.

L'un des défis principaux de la décennie à venir sera de voir comment l'Occident, et plus particulièrement l'Europe fera face à l'ordre multipolaire émergent. En effet, il est dans l'intérêt de l'UE - pour ne pas dire qu'il s'agit d'une question de survie - de promouvoir un ordre international basé sur un multilatéralisme institutionnalisé et fondé sur des règles ("*multilatéralisme efficace*" dans le jargon de Bruxelles), c'est-à-dire sur des organisations telles que les Nations Unies, la Banque Mondiale, etc. On l'a vu à Copenhague : l'UE n'est tout simplement pas capable de jouer à la *realpolitik* avec les autres acteurs mondiaux.

Il importe également de souligner ici que toutes les formes de multilatéralisme ne sont pas forcément favorables à l'UE. Loin de là. Par exemple, la formation d'alliances ad hoc, surtout lorsqu'elles excluent l'UE, pourrait nuire à la position européenne globalement, comme dans le cas d'un G2 entre les Etats-Unis et la Chine contournant, voire ignorant l'Europe.

Au-delà de l'Europe, et plus fondamentalement, on pourrait aller jusqu'à dire qu'une réforme globale du multilatéralisme est dans l'intérêt de tous parce que nous avons tout à perdre et rien à gagner d'un monde gouverné par des jeux de pouvoir instables si cela mène à la paralysie globale (comme à Copenhague) alors que les principaux défis contemporains menacent le système planétaire entier sans exception.

A partir de ce constat, la question essentielle est : Comment arriver à un "ordre multilatéral efficace" ? Il n'existe bien sûr pas de réponse toute faite, mais notre intuition nous dit qu'il est préférable de commencer à partir de ce qui existe déjà, avec une attention particulière à la récente révision du G20, passant du niveau ministériel à celui de chefs d'état avec un élargissement des compétences. Cette révision a été largement vue par les pays émergents comme un signal positif de la part des pays développés, indiquant qu'ils étaient désormais considérés comme des acteurs clés dans la résolution des problèmes mondiaux. Cette reconnaissance était saluée de Brasilia à Beijing.

D'une certaine manière, le remplacement du G8 par le G20 était également positif pour l'UE, du moins en partie et pour deux raisons principalement. Premièrement, Bruxelles est officiellement le 20ème membre du G20, alors qu'elle n'était que le 9ème membre du G8. Pour beaucoup, ceci n'est qu'une nuance symbolique vu que dans les deux cas, l'UE a plus ou moins les mêmes "droits" et "devoirs" que les autres membres. Mais en politique internationale, le choix des mots n'est jamais innocent; et donc, d'une certaine façon, le G20 est tout autant une reconnaissance du statut de "puissance émergente" de l'UE que de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

Deuxièmement, l'UE pourrait faire preuve d'une meilleure coordination et présenter un front plus uni au sein du G20 que du G8, du moins c'est ce que suggère l'expérience passée de ces deux types de sommet. Depuis que le G20 a été rehaussé au niveau des chefs d'état et que l'agenda a été élargi, il y a même une tendance visible vers davantage de coopération interne vu que l'Europe a besoin d'une position plus forte dans un club où elle ne représente qu'un cinquième des membres, contre la moitié dans le G8. La création d'un front européen plus fort et plus uni enverra un signal positif à nos partenaires stratégiques : l'Europe est encore là.

Néanmoins, à l'égard du rôle de l'UE dans le G20, deux questions importantes demeurent ouvertes :

1. Qui représentera l'UE lors du prochain sommet du G20 à Toronto en juin prochain ? En effet, le traité de Lisbonne ne précise pas qui remplacera le président de la Commission et la Présidence tournante. Il semblerait que la tâche incombera à Herman Van Rompuy. Mais quel que soit le candidat final, il devra renforcer la coordination européenne au sein du G20 et assurer la coordination avec le Service d'Action Extérieur (le nouveau service diplomatique européen créé par Lisbonne), lequel devrait recevoir davantage d'autorité en matière de planification de la politique étrangère, y compris eu égard les grands défis mondiaux et les partenariats stratégiques avec les puissances émergentes.

2. Comment concilier le G20 avec le "multilatéralisme efficace" ? Si le renforcement du G20 constitue une bonne solution à court terme pour s'assurer que les puissances émergentes se sentent impliquées dans la résolution des problèmes internationaux, il ne peut s'agir que d'une phase transitoire en attendant une réforme plus large de l'architecture multilatérale globale. Si nous voulons que la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil répondent aux règles de l'OMC, du FMI ou de l'ONU, il nous renforce, voire réformer ces institutions.

Une telle réforme va prendre beaucoup de temps et de décisions politiques difficiles. En attendant, le G20 peut être utilisé comme un substitut aux organisations formelles, à condition qu'il soit indiscutablement accepté que cela ne puisse être qu'une solution temporaire en complément et non en remplacement du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Le développement du G20 comme substitut temporaire aux institutions globales constitue une exception nécessaire au "multilatéralisme efficace" parce que dans notre monde multipolaire la plupart des problèmes sont étroitement liés et nécessitent une coopération et une coordination renforcées entre les pays à l'échelle globale pour être solutionnés. En raison de sa composition (tous les pays d'une importance significative y figurent), le G20 constitue à l'heure actuelle le meilleur forum disponible pour discuter efficacement des problèmes globaux et de la façon de les résoudre. Néanmoins, l'UE doit s'assurer que les décisions prises par le G20 répondent aux règles internationales et qu'elles soient liées et mises en œuvre par des organisations internationales permanentes, du type des agences des Nations Unies.

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>